



Dans le cadre du décret Education Permanente

**La Plate-forme francophone du Volontariat
présente :**

ANALYSE N°11

(8.013 signes)

**La place du volontariat dans la
société**

*Le volontariat peut-il renforcer la société civile
et le lien entre les citoyens ?*



Introduction

Depuis une quinzaine d'années, la société civile se distingue comme une **notion à succès** dans les politiques publiques. Lorsqu'on évoque la société civile, on parle de décentralisation, de démocratie participative, de citoyenneté, de lutte contre la pauvreté ou encore de coopération au développement. Si on en parle partout sur la planète aujourd'hui, c'est une notion qui émane des pays occidentaux depuis l'Antiquité et il faut donc être prudent lorsqu'on la projette dans des réalités socio-politiques différentes. A ce propos, Dominique Colas, politologue français, émet cette pensée : *« Devenue l'étiquette de toute sorte de marchandise ou parfois même le label du vide, société civile forme un lieu commun où les commodités d'un mot de passe permettent de se parler sans savoir ce que l'on dit, ce qui évite de trop se disputer »*.

En effet, la société civile peut tout aussi bien être incarnée par un groupe citoyen, les ASBL, les ONG, mais aussi par les associations religieuses, les partis politiques ou les syndicats. Dans les faits, on constate que la notion fluctue avec l'actualité. Lors des révolutions arabes par exemple, les médias ont associé les mouvements révolutionnaires à la société civile. Plus traditionnellement, on pourrait restreindre la société civile aux **associations du secteur non-marchand qui offrent des biens et services à la collectivité**. Récemment, une enquête de la plate-forme civicus.org à travers une soixantaine de pays a été dans l'incapacité de dégager un consensus sur la notion de société civile au niveau mondial.

La société civile est donc une notion fondamentale dans le fonctionnement démocratique contemporain qui pose pourtant un certain nombre de questions.



Tout d'abord, sur le plan politique, la société civile n'a pas été élue pour représenter les citoyens, ce qui pose un problème en termes de **légitimité et de représentativité**. Ensuite, la notion même de société civile est ambiguë parce qu'elle superpose plusieurs visions. Une première, héritée de l'Antiquité, qui suppose un partage de règles pour vivre en collectivité et se distinguer des sociétés qui n'ont pas cet ordre politique minimal. Une deuxième vision, incarnée par la noblesse du XVIIème siècle qui jouait un rôle de contre-pouvoir pour empêcher l'absolutisme. Une troisième vision issue des révolutions sociales de la moitié du XIXème siècle et qui prédomine encore aujourd'hui, celle d'une société civile représentée par le secteur non-marchand face aux monopoles de l'Etat et du marché.

1) Quelle est la place du volontariat au sein de la société civile ?

En Belgique, on peut estimer que la base de la société civile est composée d'un tissu associatif plus ou moins organisé qui produit du capital social, du lien entre les acteurs, de l'action citoyenne et volontaire. Cet ensemble parfois nébuleux produit ses propres règles, défend des valeurs et développe des identités qui sont débattues et argumentées dans l'**espace public**. Cet espace se doit d'être connecté au maximum à l'Etat afin de faire remonter des revendications et orienter les politiques publiques.

A l'intérieur de la société civile, les volontaires jouent un rôle essentiel de citoyens libres contractants, autrement dit, des citoyens qui endossent la responsabilité de dessiner la société en créant des associations et en y participant en fonction des problèmes qu'ils vivent ou qu'ils décèlent.



En marge des productions étatiques et économiques, le volontariat permet de créer de la **solidarité chaude**, de proximité pour appuyer la production de biens et services, de participer à un mieux-vivre ensemble, parfois même dans la contestation.

2) Les enjeux de l'engagement volontaire

Les théories sociologiques avancent une lecture de notre société actuelle axée sur 3 éléments centraux : la globalisation, le risque et l'hyper-modernité.

D'une part, la **globalisation** permet de mobiliser une opinion publique planétaire, mais provoque également un fractionnement des causes. Il faut désormais trouver un équilibre. La complexification du monde qui nous entoure peut créer un sentiment de désarroi chez le citoyen et l'équilibre entre la création d'un engagement citoyen à grande échelle et la satisfaction personnelle devient dès lors précaire. D'autre part, cette globalisation nous fait également prendre conscience que le risque est partout et que nous devons apprendre à réagir collectivement.

Selon Ulrich Beck, nous faisons face aujourd'hui à **3 types de risques** ; environnementaux, terroristes et financiers ; et ces risques peuvent justement être pris en charge de manière transversale par la société civile, là où les Etats conservent fréquemment des réflexes nationaux et territoriaux. Enfin, le paradigme de l'hyper-modernité accentue le passage de l'émancipation individuelle à la sacralisation du moi. Ce passage exige une certaine flexibilité que nous offre la technologie, qui compacte le temps à l'infini grâce à internet, le téléphone portable, ... Or, les individus hypermodernes misent rarement sur la durabilité de leur engagement.



Les éléments qui ordonnaient et catégorisaient les individus, comme la famille, la patrie ou le travail, volent en éclats pour ne laisser que des individus, leur libre-arbitre, leur volonté et leur recherche d'épanouissement personnel. Les classes sociales sont désormais moins opérantes, ce qui entraîne des problèmes de structuration de l'action collective. Paradoxalement, les organisations qui composent la société civile sont de plus en plus structurées et ont justement besoin de s'inscrire dans le durable et le collectif pour atteindre leurs objectifs d'efficacité. Elles se retrouvent donc dans l'obligation de **faire cohabiter le lexique managérial et la logique volontaire du don de soi.**

3) La citoyenneté, une démarche individuelle pour la collectivité

Le fait de s'engager pour la collectivité peut prendre des formes bien différentes. Dans ce monde globalisé, il est souvent utile de **faire correspondre son engagement avec la réalité locale** pour lui donner du sens. S'engager, c'est parfois simplement écouter et se rencontrer en se demandant de quoi les gens autour de moi ont le plus besoin. En effet, une société civile trop organisée devient progressivement un mécanisme du fonctionnement de l'Etat et le risque d'instrumentalisation s'intensifie. A l'inverse, des intérêts collectifs confusément représentés débouchent rarement sur des propositions concrètes et des changements tangibles dans les politiques publiques.

Il est donc nécessaire de trouver un équilibre dans le pluralisme d'idées et d'idéaux.



Les crises que nous traversons ; crise économique, crise des institutions, crise identitaire ; entraînent le repli sur soi alors qu'elles pourraient devenir le moteur d'un engagement nouveau. Cet engagement citoyen pourrait prendre la forme de la simplicité volontaire, telle que développée par Richard Gregg, disciple de Gandhi, et qui se résume simplement à **consommer moins pour vivre mieux**. Cette théorie, qui est relayée en Belgique par *Les Amis de la Terre*, propose concrètement de mettre un 'moins' devant chaque chose qui nous entoure : moins de vêtement, moins de télécommunication, ... C'est avant tout une démarche écologique, qui vise à déconstruire nos réflexes consuméristes et à repenser les liens qui unissent les citoyens.

Le monde académique a donc identifié la période dans laquelle nous vivons comme celle de l'hyper-modernité, du désengagement et de la fin de la militance. Toutes les revendications actuelles ont tendance à se vider de leur substance politique et il s'agit bien souvent d'actions individuelles qui dénaturent l'action collective. On parle à ce sujet de **démocratie des caddies**, qui reproduit les inégalités en facilitant la participation de ceux qui ont le plus gros portefeuille. A ce sujet, la sociologie établit une différence entre le militant affranchi et le militant total, qui est le volontaire révolutionnaire d'antan. Jacques Ion a développé la notion de militant désaffilié qui s'engage à la carte et pour lequel la plus-value de l'expérience individuelle est une priorité. Ces militants affranchis ou militants existentiels selon Christiane Arnsperger, se situent dans une révolution silencieuse qui grandit progressivement en chacun.



Conclusion

Dans ce contexte, notre mode de vie peut lui-même devenir une forme d'engagement... **Les mouvements culturels**, comme la simplicité volontaire, tentent d'apporter une réponse à ce phénomène contemporain de nomadisme de l'engagement en insistant sur la cohérence et la fidélité nécessaires dans ses relations avec les différents groupes sociaux que l'on fréquente. Ces mouvements défendent l'idée d'un militant qui pose des actes concrets pour faire évoluer notre quotidien et qui en même temps incarne lui-même les changements qu'il désire.

Dans la simplicité volontaire, il y a cette envie de redéfinir des concepts chers au volontariat comme la **liberté et la disponibilité**. Dans *La fatigue d'être soi*, Alain Ehrenberg définit notre société comme un espace où rien n'est vraiment interdit, mais rien n'est vraiment possible. Or, la liberté, ce n'est pas avoir ce que l'on veut quand on veut. Or, la liberté, c'est entrer dans des engagements désirés, c'est faire des choix. Pour faire ces choix, nous avons besoin de nous ouvrir des chemins de disponibilité...



Sources

- **PIROTTE G.**, « *La notion de société civile* », Paris, La Découverte, coll. «Repères», 2007.
- **PIROTTE G.**, « *Une société civile postrévolutionnaire : étude du nouveau secteur ONG de Roumanie. Le cas de Iasi* », Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, coll. «Carrefours» 2003.
- **COLAS Dominique**, « *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile* », Revue française de science politique, Année 1994, Volume 44, Numéro 5, p. 943 – 946.
- **BECK Ulrich**, « *La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité* », Flammarion - Champs 2003 522 pages.